



## Conseil économique et social

Distr. générale  
1<sup>er</sup> novembre 2018  
Français  
Original : anglais

---

### Commission du développement social

#### Cinquante-septième session

11-21 février 2019

**Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : lutter contre les inégalités et les obstacles à l'inclusion sociale au moyen des politiques budgétaires et salariales et des politiques de protection sociale**

### **Déclaration présentée par VAAGDHARA, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social\***

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



## Déclaration

### L'inégalité en Inde

Selon les derniers chiffres du Crédit Suisse et d'Oxfam, les 10 % les plus aisés de la population indienne possèdent 80 % des richesses du pays. Tout en bas de la pyramide, les plus pauvres doivent se contenter de 4,1 % des richesses nationales. Mais il est encore plus frappant de constater que, même lorsque l'Inde a traversé une période de croissance économique rapide, ce sont les nantis qui en ont bénéficié le plus. En 2016, les 1 % des Indiens les plus aisés possédaient 50 % des richesses, contre 36,8 % en 2000. Cette tendance ne cesse de s'accroître, ce qui signifie que les personnes aisées s'enrichissent beaucoup plus rapidement que celles qui vivent en situation de pauvreté. Dans son Global Wealth Report (rapport sur la richesse mondiale) de 2016, le Crédit Suisse a indiqué que l'Inde faisait partie des pays les plus riches du monde, mais qu'il s'agissait également du deuxième pays le plus inégalitaire après la Russie, ce qui a nui à son image au cours des dernières années.

En Inde, l'inégalité est multidimensionnelle, elle s'imisce à la fois dans les richesses, les revenus et la consommation. Il existe en outre des inégalités structurelles liées aux perspectives, aux régions et aux groupes sociaux. L'inégalité croissante des revenus n'est pas sans conséquence en termes de développement. Elle entraîne un ralentissement de la réduction de la pauvreté et compromet la durabilité de la croissance économique. L'inégalité en Inde est déjà une réalité, qui ne fait que s'exacerber. La montée des inégalités n'y reçoit que peu d'attention, malgré une nette tendance à la hausse depuis 1991. L'inégalité croissante des revenus a eu des répercussions négatives sur l'accès des Indiens vivant en situation de pauvreté à l'éducation et aux soins de santé. Par conséquent, ces derniers éprouvent des difficultés à améliorer progressivement leur situation économique et ont davantage de risques de tomber dans le piège de la pauvreté. Les 10 % les plus pauvres du pays se caractérisent de la manière suivante : bas salaires ; horaires de travail prolongés ; manque de services de base tels que les premiers secours, l'eau potable et l'assainissement. L'explosion du nombre de milliardaires n'est pas le signe d'une économie florissante mais plutôt le symptôme d'un système économique défaillant. Ceux qui s'échinent au travail, qui nourrissent le pays en cultivant ses terres, qui construisent des infrastructures ou qui travaillent dans les usines peinent à financer l'éducation de leurs enfants, à acheter des médicaments pour leurs proches et à parvenir à prendre deux repas par jour. Ce fossé grandissant sape la démocratie et favorise la corruption et le népotisme.

### Nature et origine des inégalités

Il serait injuste de limiter l'inégalité en Inde à sa dimension financière, c'est pourquoi il convient d'en aborder plusieurs aspects. Par exemple, il existe un écart significatif entre la qualité de l'enseignement dans les établissements privés et dans les établissements publics, de même qu'entre les écoles situées dans les zones rurales et celles situées en ville. En ville, 31 % des enfants scolarisés au niveau primaire sont inscrits dans des établissements publics, contre 72 % dans les zones rurales, où les enfants n'ont pas d'autre alternative, leurs parents n'ayant pas les moyens de régler les frais de scolarité. Étant donné que la mauvaise qualité de l'enseignement public, qui représente 80 % de l'ensemble des établissements scolaires du pays, est une réalité incontestable, les diplômés de ces écoles se retrouvent inévitablement en situation d'échec et ne feront pas le poids face aux enfants ayant été scolarisés dans des établissements privés. C'est à l'école que les inégalités s'installent en premier lieu.

De la même manière, s'agissant de l'accès aux services de santé publics, ceux qui ont le plus besoin de bénéficier de soins de santé, à savoir les personnes vivant en situation de pauvreté, sont ceux qui éprouvent le plus de difficultés à accéder à des soins de qualité et disponibles en temps voulu. D'après le National Center for Biotechnology Information (centre américain pour les informations biotechnologiques), les dépenses de santé restant à la charge du patient entraînent 39 millions d'Indiens dans la pauvreté chaque année, exacerbant plus encore les inégalités financières et partant, sociales, dans le pays.

L'inégalité entre les sexes est également criante. En dépit des progrès accomplis dans le domaine de l'éducation, le taux de participation des femmes au marché du travail (pourcentage de la population féminine âgée de 15 ans et plus) atteignait à peine 27,21 % en 2017, contre 78,84 % pour les hommes (selon les estimations modélisées de l'Organisation internationale du Travail). Le taux de violence dirigée contre le sexe féminin demeure bien trop élevé et il existe des dizaines d'aspects de la vie où les femmes sont désavantagées en raison de leur genre.

En conclusion, il n'est pas injuste de dire que l'inégalité des chances, qui touche certaines personnes dès leur enfance, ouvre la voie à des inégalités beaucoup plus intenses, vastes et diverses tout au long de leur vie. Ainsi, le pays est entré dans une sorte de cercle vicieux d'inégalités, duquel les populations pauvres et déjà défavorisées continuent de peiner à s'extirper.

### **Lutte contre les inégalités**

Il convient de reconnaître que le Gouvernement a pris un certain nombre de mesures historiques pour promouvoir l'égalité en Inde, mais il reste encore beaucoup de chemin à parcourir pour parvenir à l'équité. Les programmes que le Gouvernement a lancés pour lutter contre l'inégalité se concrétisent de différentes manières. Par exemple, environ 220 millions de personnes ont été associées au système financier classique en ouvrant un compte bancaire en vertu du programme Pradhan Mantri Jan Dhan Yojna, ce qui a largement contribué à améliorer leur accès au crédit et à garantir la transparence eu égard aux transferts directs d'espèces.

De la même manière, la création d'un grand programme national de protection de la santé a récemment été annoncée, lequel prévoit d'allouer 500 000 roupies par an à 100 millions de familles en situation de vulnérabilité dans le pays. Ce programme est l'un des plus importants au monde en matière de soins de santé financés par l'État, ce qui devrait donner encore plus d'ambition à l'Inde eu égard à son système de protection de la santé.

Par conséquent, le Gouvernement devrait s'attacher tout particulièrement à faire de l'équité une réalité, tout en luttant contre les inégalités dans le pays. La hausse continue des inégalités économiques, à la fois en Inde et dans le monde entier, n'est pas une fatalité, elle est le résultat de choix politiques. Les États peuvent réduire les inégalités en rejetant le fondamentalisme de marché, en s'opposant aux intérêts particuliers des élites puissantes, et en modifiant les réglementations et les mécanismes qui ont mis le monde dans cette situation. Il faut mettre en œuvre des réformes visant à redistribuer l'argent et le pouvoir, ainsi qu'à établir des règles équitables. On trouvera ci-après quelques-uns des domaines qui, s'ils étaient pris en compte, pourraient permettre de progresser sur la voie de l'égalité :

- Le Gouvernement doit promouvoir la mise en place de pratiques agricoles respectueuses de l'environnement, durables par nature et fondées sur les connaissances et la sagesse traditionnelles, qui visent à réduire ou à faire cesser

entièrement l'utilisation d'engrais chimiques afin de favoriser la conservation des sols ;

- L'agriculture est la clef de la fin de la pauvreté pour des millions de personnes, celle-ci permettant de créer des possibilités d'emploi équitables. Les politiques agricoles devraient viser avant tout à fournir le maximum d'avantages aux petits agriculteurs et aux paysans cultivant des terres à rendement marginal, qui sont les réels producteurs du pays et qui consacrent leur vie à leur travail. Il est possible de renforcer ce secteur, notamment en garantissant des « prix de soutien justes » et non des « prix minimum de soutien » concernant les cultures, ce qui permettra aux agriculteurs d'avoir facilement accès au crédit et de s'atteler à mettre en place des technologies agricoles adaptées aux changements climatiques et résistantes à ces derniers ;
- Il est nécessaire d'accroître la présence des femmes sur le marché du travail, en créant des postes plus formels et en améliorant les conditions de travail ;
- L'augmentation des dépenses sociales, notamment eu égard aux services publics, tels que l'éducation, la santé et la protection sociale, est également essentielle. Les données recueillies dans plus de 150 pays, riches et pauvres, sur une durée de plus de 30 ans, montrent que dans l'ensemble, les investissements dans les services publics et la protection sociale peuvent contribuer à lutter contre les inégalités ;
- Le gouvernement devrait promouvoir une croissance sans exclusive en encourageant les secteurs nécessitant une main d'œuvre importante, qui créent d'avantage d'emplois, en collectant un impôt plus élevé auprès des personnes les plus riches, en mettant en œuvre des politiques visant à lutter contre toutes les formes de discrimination, et en prenant des mesures rigoureuses contre l'évasion fiscale, pour mettre fin à sa réputation de panier percé.

Toutefois, pour mettre en œuvre ces politiques méritoires, il est nécessaire de s'affranchir des fameux « obstacles bureaucratiques », de manière à obtenir des résultats et à réduire les taux élevés d'inégalité qui se profilent à l'horizon. Comme tous les autres pays du monde, l'Inde s'est engagée à atteindre les objectifs de développement durable à l'horizon 2030 et à éliminer d'ici là l'extrême pauvreté. Mais si nous ne nous efforçons pas d'abord à endiguer la montée des inégalités les plus marquées pour ensuite inverser la tendance, la perspective de mettre fin à l'extrême pauvreté dont souffrent les 300 millions d'Indiens vivant en dessous du seuil déjà particulièrement bas de la pauvreté, soit un quart de la population nationale, ne restera qu'une simple chimère.